

SP 20_1972_06

juin 1972

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 30 mai 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 2 JUIN 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Rapport sur les pratiques gauchistes : De Coninck
- Poursuite discussion sur réformes de
structure et contrôle ouvrier : J. Turf
- Relance campagne Vietnam : J. Debrouwere
- Rapport sur la délégation en Hongrie : J. Debrouwere.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du B.P. du 2.6.72

Présents : Blume, Coussement, De Coninck, Drumaux, Dussart, Glineur, Levaux, Turf, Renard, Van Geyt.

Excusés : Debrouwere, Van den Branden

- Discussion du rapport préparatoire au C.C. sur les pratiques gauchistes : De Coninck tiendra compte des remarques et suggestions faites par les membres du B.P.
 - Discussion du rapport à présenter sur les réformes de structure et le contrôle ouvrier.
 - Accord sur la proposition Levaux à faire adopter par le C.C. (objectif : pouvoir faire pression sur la réunion interrégionale FGTB et PSB; sur la rencontre triangulaire prévue en matière de sidérurgie et sur les mouvements de masse prévus par le Front commun syndical pour la rentrée de septembre) - voir infra.
 - Chercher comment mieux relier la bataille pour les réformes de structure à la bataille quotidienne pour le contrôle sur l'emploi (sinon elle ne porte pas).
 - Etudier la proposition d'exiger usine par usine, l'établissement de "contrats" engageant le patronat sur le maintien et le développement de l'emploi.
 - Proposer de lier l'exigence du contrôle sur l'emploi aux conventions collectives.
 - Souligner que le contrôle doit nécessairement impliquer l'exigence de la connaissance des plans patronaux de rationalisation et ce pour plusieurs années d'avance.
 - Pour le contrapole des prix : proposer qu'en cas de conflit entre la "Commission des Prix et le Gouvernement", le litige soit porté devant le Parlement et que celui-ci prenne ses responsabilités publiquement.
 - Dans l'immédiat : A) faire mettre en route par le C.C. la proposition Levaux à savoir : Initiative du P.C. de soumettre à la consultation des travailleurs les propositions suivantes tendant à bloquer la dégradation de l'emploi et la remise en cause d'avantages acquis en matière du maintien de l'emploi (ex. : Accords de Zwartberg - accord ACEC ...) :
 - 1) Stopper tous licenciements d'ici fin 1973, c.à.d. interdiction pour les employeurs de mettre fin à des contrats d'emploi pendant cette période;
 - 2) généraliser la sécurité d'existence acquise dans certaines entreprises importantes;
 - 3) création d'un Fonds national de sécurité d'existence alimenté par des cotisations patronales (cf. cotisations sociales) pour assurer la sécurité d'existence de ceux qui seraient touchés même indirectement par des mesures de rationalisation.

B) essayer de conjuguer les efforts dans l'ensemble des sièges ACEC en vue de la réunion triangulaire prévue pour bientôt.
- Envisager : arrêts de travail; nouvel effort politique par de nouvelles interpellations parlementaires.
- Préciser notre position en matière de S.D.R. notamment sur leur composition et la présence ou non de représentants d'entreprises privées.
 - Pacte scolaire : attendre, pour émettre un avis public, d'avoir reçu l'invitation et de pouvoir examiner quelles sont les conditions préalables exigées.

TIMBRES DE COTISATIONS - BIJDRAGEZEGELS

Fédérations Federaties	1971		1972 (jusqu'au 31/5) 1972 (tot 31/5)	
	Nombre aantal	Moyenne Gemiddelde	Nombre Aantal	Moyenne Gemiddelde
BORINAGE	10.148	15	7.108	15
BRABANT WALLON	2.862	24	2.882	21
CENTRE	3.537	15	2.174	21
CHARLEROI	8.150	16	5.365	17
HUY	3.495	12	2.425	17
LIEGE	17.950	37	13.200	39
LUXEMBOURG	448	23	247	35
NAMUR	960	41	1.140	44
OURTHE-AMBLEVE	1.010	19	1.643	16
TUDINIE	2.844	15	1.522	13
TOURNAI	8.398	12	7.300	14
VERVIERS	2.807	16	1.980	16
Total-Totaal	62.609		46.986	
ANTWERPEN	9.089	27	5.125	30
DENDERSTREEK	7.427	17	5.148	20
GENT	3.489	36	3.836	36
LIMBURG	817	29	575	27
MECHELEN			572	32
NOORD BRABANT	1.582	35	875	47
NOORD-WEST VL.	1.589	26	1.344	33
ZUID-WEST VL.	2.662	14	2.462	15
Total-Totaal	26.655		19.337	
BRUXELLES BRUSSEL	9.003	50	7.650	49
Total général Algemeen totaal	98.267		74.573	

FONDS DE COMBAT - STRIJDFONDS

Fédérations Federaties	Objectifs Objektieven	Au 31.5.72 Op 31.5.72	
BORINAGE	180.000	43.000	
BRABANT WALLON	60.000	31.227	
CENTRE	60.000	16.765	
CHARLEROI	220.000	40.000	
HUY	60.000	35.431	
LIEGE	320.000	160.430	
LUXEMBOURG	10.000	--	
NAMUR	60.000	7.812	
OURTHE-AMBLEVE	30.000	15.000	
THUDINIE	60.000	1.200	
TOURNAI	120.000	35.037	
VERVIERS	40.000	11.310	
Total - Totaal	1.220.000	397.212	
ANTWERPEN	200.000	172.046	
DENDERSTREEK	100.000	86.500	
GENT	80.000	62.000	
LIMBURG	15.000	12.000	
MECHELEN)	32.000	14.000	
NOORD BRABANT)			
NOORD WEST-VLAANDEREN)	60.000	--	
ZUID WEST-VLAANDEREN)		--	
Totaal - Total	487.000	346.546	
BRUXELLES - BRUSSEL	320.000	100.000	
Total général Algemeen totaal	2.027.000	843.758	

COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a constaté avec satisfaction que les propos tenus par le président de la Chambre au sujet de la RTB-BRT ont suscité de nombreuses et vives réactions contre toute forme de censure.

Le P.C.B. est lui aussi opposé à toute censure et à toute atteinte tant aux droits des citoyens en matière d'information qu'à l'indépendance professionnelle des journalistes de la RTB-BRT.

Cela étant dit, le Bureau politique tient à souligner que, même sans intervention directe du pouvoir politique, les grands moyens d'information sont, dans notre société capitaliste, des instruments au service de la grande bourgeoisie qui les utilise habilement pour manipuler l'opinion publique. Les bulletins d'information de la RTB-BRT n'en apportent que trop souvent la preuve.

Il ne suffit donc pas de condamner la censure; les forces progressistes doivent conjuguer leurs efforts pour que les grands moyens d'information soient mis au service des intérêts populaires et, à court terme, pour que les organisations des travailleurs y aient plus largement accès.

Le Bureau politique du
Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 7 juin 1972.

H. de Coninck

PERSMEDEDELING

Het Politiek Bureau der Kommunistische Partij van België heeft met voldoening vastgesteld dat de verklaring die de Kamervoorzitter inzake BRT-RTB heeft afgelegd, talrijke en felle reacties tegen iedere vorm van censuur opriep.

De K.P.B. is eveneens gekant tegen elke censuur en elke aanslag, zowel op de rechten van de burgers inzake informatie als op de beroeps-onafhankelijkheid van de journalisten van de BRT-RTB.

Niettemin houdt het Politiek Bureau er aan te onderlijnen dat, zelfs zonder rechtsreeksse tussenkomst van het politiek gezag, de grote informatie-middelen in onze kapitalistische maatschappij, instrumenten zijn in dienst van de groot-bourgeoisie, die hiervan handig gebruik maakt om de openbare opinie te manipuleren. De nieuwsberichten van BRT-RTB leveren hiervan al te vaak het bewijs.

Het volstaat dus niet de censuur te veroordelen; de vooruitstrevende krachten moeten hun inspanningen bundelen om te bekomen dat de grote informatie-middelen in dienst zouden gesteld worden van de volksbelangen, en dat op korte termijn de arbeidersorganisaties er op ruimere wijze toegang zouden krijgen.

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van België.

Brussel, 7 juni 1972.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 29 mai 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE DU B.P.

Chers Camarades,

Réunion spéciale de l'aile wallonne du
Bureau politique

JEUDI 8 JUIN 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Poursuite de la discussion sur le développement
du Rassemblement des Progressistes - rapport
de synthèse M. DRUMAUX.

Bien fraternellement,

M. DRUMAUX.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 6 juin 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 9 JUIN 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Compte rendu de délégation en Hongrie : J. Debrouwere
- Propositions de plan d'action pour
le Vietnam : J. Debrouwere
- Désignation présidents de séance C.C.
- Compte rendu sur Conférence sur
Sécurité européenne : J. Terfve - J. Debrouwe-
re.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK

Procès-verbal du Bureau politique du 9.6.1972

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Leviaux,
Renard, Van Geyt, Van den Branden et J. Terfve.

Excusés : Drumaux, Glineur, Turf.

- Rapport Terfve sur Assemblée opinion publique pour la Sécurité et
Coopération Européennes.
 - Bien qu'il faille rechercher comment aider à mieux accorder la
politique des partis communistes d'Europe occidentale, s'en tenir
dans l'immédiat aux décisions précédentes, à savoir prendre des
contacts sur les moyens de lutte contre les entreprises multi-
nationales.
 - Envisager des réunions d'information du Parti pour souligner les
résultats positifs de l'assemblée.
- Compte rendu par J. Debrouwere sur la délégation en Hongrie :
 - on s'en tient à la communication - pas de discussion.
- Information par F. Van den Branden sur la grève à General Motors
accord sur la position adoptée par la fédération d'Anvers.
- Comité Central des 10-11/6/72

Présidences des séances : samedi : Cl. Renard
dimanche : J. Blume.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 12 juin 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 16 JUIN 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Mise en application résolution C.C.
- Contrôle prix et fiscalité et problèmes d'alliances.

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 16.6.1972

Présents : Blume, Debrouwere, De Coninck, Drumaux, Dussart, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt, Van den Branden.

Excusés : Coussement, Glineur

- Groupe de travail pour le pacte culturel

Accord pour y participer - représentation P.C. : Drumaux, Renard, Van Geyt (Drumaux n'assistera pas à la réunion prévue pour le 27/6).

- Concertation wallonne sur la régionalisation (groupe des "11")

- Accord sur participation à la conférence de presse du 20/6 au cours de laquelle sera présenté le document synoptique sur les convergences et les divergences.

- Levaux fera, pour le prochain D.R., un édito de commentaire.

- Application résolution C.C. des 10-11/6 sur la défense de l'emploi et les prix.

- Réunir d'urgence les comités ou à défaut les Bureaux fédéraux du parti pour examen de l'application de la résolution dans la fédération.

Partir des considérations suivantes valables pour l'ensemble des fédérations :

1) pour l'emploi :

- discuter des modalités d'action pour les mots d'ordre retenus par le C.C. :

- blocage des licenciements

- pas "d'aides" sans garanties d'emplois nouveaux

- informer les fédérations de l'élément nouveau :

"Incapacité" du gouvernement d'utiliser les crédits d'expansion dont il dispose (les 12 milliards d'expansion économique - et 2 milliards Fonds de solidarité nationale)

- exiger de connaître les plans de rationalisation et d'expansion pour des emplois nouveaux

- exiger du gouvernement de prendre les initiatives nécessaires pour créer des emplois nouveaux par des entreprises publiques et exiger des propositions concrètes de fabrications nouvelles puisque le "privé" démissionne et que l'initiative privé subsidiée est dans l'impasse.

(Les initiatives industrielles publiques peuvent être mises en train par les SDR - OPI, SNI etc...).

L. Van Geyt préparera une note précise sur les fonds gouvernementaux disponibles - à publier dans notre presse

- dans les régions concernées par des entreprises multilatérales : examiner la possibilité de création de comités de l'opinion publique pour la défense de l'emploi dans ces entreprises.

2) pour la fiscalité

compte tenu de l'étude du "CRISP" sur la concentration de la fortune immobilière, de la déclaration des ministres au cours du débat TV sur les ressources financières de l'Etat et de la réticence de l'opinion publique à l'égard du mot d'ordre général de lutte contre la fraude fiscale, mettre l'accent sur la taxation et le contrôle des grosses fortunes.

(revoir la "définition donnée à grosse fortune").

- Suite à l'opération Vranckx - Sûreté

1) rechercher les possibilités de faire un front avec toutes les forces mais surtout des socialistes, pour demander une enquête parlementaire sur les activités de la Sûreté;

- 2) essayer de constituer un groupe d'étude sur le statut de la Sûreté (ses origines - structures) envisager ultérieurement la sortie d'un "Livre Noir" sur la Sûreté;
 - 3) Faire une étude à caractère idéologique sur le thème : le P.C. et la légalité (Renard);
 - 4) rechercher avec la C.C.P. comment améliorer le système d'auto-défense.
- J. Blume fera des propositions de réorganisation de la C.C.P.

- Les demandes de réintégration au Parti

- accord sur la résolution intérieure du C.C.
- demander à la CCP d'établir les "règles" à adopter dans ces cas en tenant compte de l'idée de base qu'il ne s'agit pas de faire un "cadeau" aux intéressés mais de pouvoir vérifier par une activité concrète et publique, du comportement actuel des intéressés à l'égard du parti et de sa ligne.
- Pour les cas Buch et Dudicq : demander à la fédération bruxelloise d'examiner avec les intéressés dans quels milieux ils pourraient militer.
- Conférence à Prague de la Revue "Paix et Socialisme" sur le 50e anniversaire de la Fondation de l'URSS : Louis Van Geyt remplacera J. Blume, empêché.
- Communication sur entretiens Nixon - URSS : pas de discussion.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 19 juin 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le
VENDREDI 23 JUIN 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Action Vietnam	Debrouwere
- Comité Angela Davis	Debrouwere
- Campagne de mobilisation pour la nouvelle maison.	De Coninck

Fraternellement,

M. DRUMAUX
A. DE CONINCK.

Procès-verbal du Bureau politique du 23.6.1972

Présents : Blume, Debrouwere, De Coninck, Levaux, Renard, Turf, Van Geyt, Van den Branden.

Excusés : Coussement, Drumaux, Dussart, Glineur.

- Conférence au sommet des P.C. des 10 pays de la C.E.E. élargie suivie d'un meeting international
 - accord sur le principe et sur la procédure préparatoire envisagée : (invitants PSC, PCI, P.C. anglais et 2 réunions préparatoires);
 - le P.C.B. adressera au PCF une note précisant sa position (communication en sera faite aux autres P.C.) - J. Debrouwere;
 - poursuivre efforts pour obtenir des rencontres des communistes travaillant dans les firmes multi-nationales;
 - accepter de considérer la conférence comme un tremplin pour la poursuite des discussions ultérieures sans attendre des conclusions très précises de cette première conférence.
 - Debrouwere relancera le PCI pour la tenue de la bilatérale décidée précédemment.
- Angela Davis
 - accord pour lui adresser dès maintenant une invitation à venir en Belgique (en lui signalant la date de la fête du D.R.) et accord sur le programme envisagé : - meeting par J.C. et P.C. à Bruxelles (cirque Royal ?)
 - meeting à Liège et Gand par le Comité A. Davis.
- Campagne pour la nouvelle maison
 - Accord sur le plan de la Commission jusqu'après les vacances :
 - appels de fonds dans la presse
 - appels à la fête du D.R.-R.V.
- Embarquement à Zeebrugge de munitions à destination du Vietnam :
 - faire un éditorial dans DR et RV
 - faire un communiqué du groupe parlementaire
 - Van Geyt demandera audience à Harmel.
- Prix Lénine à Ernst Busch : accord pour envoi télégramme de félicitations.
- Présences des membres du B.P. pendant les vacances

1 au 15/7

Responsable DRUMAUX
BLUME
COUSSEMENT
GLINEUR
LEVAUX
RENARD
VAN GEYT

15 au 31/7

Responsable J. BLUME

COUSSEMENT
GLINEUR

VAN GEYT
(jusqu'au 21/7)

1 au 15/8

Resp. DE CONINCK
GLINEUR
DEBROUWERE
TURF
V.D. BRANDEN

15 au 31/8

Resp. DE CO-
NINCK
(jusqu'au re-
tour DRUMAU-
X
GLINEUR
LEVAUX
RENARD
TURF
DEBROUWERE
V.D. BRANDEN

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 26 juin 1972

AUX MEMBRES DE L'AILE WALLONNE DU B.P.

Chers Camarades,

L'aile wallonne du Bureau politique se réunira le

VENDREDI 30 JUIN 1972 A 9 H.30.

A l'ordre du jour :

- Statut de la WTB.

Fraternellement,

M. DRUMAUX.

BP20_1972_07

Juillet 1972

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 3 juillet 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se
réunira le

VENDREDI 7 JUILLET A 9 H.30.
=====

Ordre du jour : affaires courantes.

Fraternellement,

M. DRUMAUX.

PROCES-VERBAL du BUREAU POLITIQUE du 7.7.1972

Présents : Blume, Drumaux, Glineur, Levaux, Renard.

Excusés : Coussement, Debrouwere, De Coninck, Dussart, Turf,
Van den Branden, Van Geyt.

Pacte scolaire

Si la proposition des 3 partis signataires du pacte pour la participation aux futures négociations parvenait pendant la période des Congés, il y aura lieu de répondre que la question est mise à l'examen et qu'une suite sera donnée ultérieurement.

Projet d'article de Courcelles (par Glineur) pour le D.R. sur la démission de Glinne en qualité de mafeur

- Tout en étant d'accord sur les nécessaires variantes de la polémique, tenir compte que dans le journal national il faut une orientation unique de l'ensemble du Parti sur la ligne générale du parti, à savoir :
 - effort pour réaliser un front politique y compris avec les forces socialistes (permettra de combattre les opportunistes)
 - éviter, dans la polémique, au danger d'un retour à des méthodes sectaires
 - dans le DR, la polémique se fait sur des aspects généraux, compréhensibles pour l'ensemble du Parti et aussi pour les autres forces politiques
 - dans le cas concret, l'essentiel réside dans l'explication de la démission, résultant d'un isolement de Glinne au sein de son propre parti.

Vente des Vignettes pour la fête du D.R.

Refaire une réunion de "compte rendu" à la mi-août.

Réunion du BP pendant les vacances

Pour rappel : la réunion se tient d'office avec les camarades présents.

P.V. de la réunion du Bureau Politique du 14 juillet 1972.

Présents: les camarades Drumaux, Blume, Levaux, Glineur, Van Geyt.

Fusions de communes.

- Une note sera envoyée aux fédérations, leur rappelant la décision du C.C. de continuer la discussion. Il est nécessaire d'élaborer des propositions concrètes dans le maximum d'endroits.
- D'autre part, un numéro de "Faits et Arguments" contiendra à la rentrée des notes de U.Coussement, de M.Levaux et de R.Noël.

Pensions des indépendants.

- En vue de surmonter les divergences notamment entre G.Glineur et A.Delrue, un groupe de travail fera un rapport écrit pour le B.P. Le groupe, composé de Delrue, A.De Smet, Dubuisson, Glineur et Juckmes se réunira à l'initiative de G.Glineur.

Menace de nouvelle loi unique.

- publier une motion dans les prochains jours, pour souligner le danger.

Visite de Gromyko.

- Mettre en valeur les résultats positifs dans une prise de position publique.

=====

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique constate que la récente visite d'Andréi Gromyko, ministre des Affaires Etrangères de l'U.R.S.S. dans notre pays, témoigne des progrès constants de la politique de coexistence pacifique et de détente internationale. Cette visite est positive, en dépit de quelques démonstrations hostiles venant de la Volksunie et de milieux sionistes.

Les préalables ayant été levés, il n'existe plus de raison qui justifierait de nouveaux attermolements dans la préparation et l'organisation de la Conférence des Etats sur la Sécurité Européenne. La réduction des forces armées constitue un objectif important qui concerne essentiellement les pays membres des blocs militaires.

Le Bureau Politique souligne l'importance du rôle que joue de plus en plus l'opinion publique européenne qui veut en finir avec les séquelles politiques de la guerre froide.

L'heure est venue pour la Belgique de tirer des conclusions pratiques de l'amélioration de la situation en Europe et de prendre les mesures nécessaires pour développer la coopération est-ouest, pour favoriser l'entrée des deux états allemands à l'O.N.U. et pour nouer des relations diplomatiques avec la R.D.A.

Bruxelles, le 17 juillet 1972.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België stelt vast dat het recente bezoek van Andrei Gromyko, minister van Buitenlandse Zaken van de U.S.S.R. in ons land, het bewijs levert van de voortdurende vooruitgang van de politiek van vreedzame coëxistentie en internationale ontspanning. Dit bezoek is positief, niettegenstaande de enkele vijandige demonstraties vanwege de Volksunie en de zionistische kringen.

Vermits de voorafgaande voorwaarden ingelost zijn, bestaat er geen enkele reden die een nieuw uitstel zou rechtvaardigen van de voorbereidingen en de organisatie van de Statenkonferentie over de Europese Veiligheid. De vermindering van de strijdkrachten is een belangrijk objektief, dat vooral de lidstaten van de militaire blokken aangaat.

Het Politiek Bureau onderstreept de steeds meer belangrijke rol van de Europese openbare opinie, die een einde wil stellen aan de politieke overblijfselen van de koude oorlog.

Voor België is het uur aangebroken om praktische konklusies te trekken uit de verbetering van de toestand in Europa en om de noodzakelijke maatregelen te treffen om de samenwerking tussen oost en west te ontwikkelen, om de toetreding van beide Duitse staten tot de U.N.O. te bevorderen en om diplomatieke betrekkingen aan te knopen met de D.D.R.

Brussel, 17 juli 1972.

Het Politiek Bureau van de
Kommunistische Partij van
België

Communiqué.

Le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique a pris connaissance sans surprise des informations, selon lesquelles le gouvernement Eyskens-Vlerick-Simonet met à profit les vacances des travailleurs et celles du Parlement pour préparer un train d'économies budgétaires et d'accroissements d'impôts, s'inspirant du modèle de la tristement célèbre "loi unique" de 1960-61.

Le Bureau Politique note avec intérêt que dès la parution des premières "indiscrétions" relatives aux mesures d'aggravation des conditions d'accès aux études supérieures, envisagées par le gouvernement, de vives protestations se sont exprimées dans les milieux universitaires.

C'est pour faire face aux graves difficultés budgétaires résultant de sa politique pro-capitaliste, que le gouvernement -ou tout le moins ses chefs de file- entend aggraver encore les charges imposées aux travailleurs, aux étudiants et à la population.

A cette politique, il n'existe qu'une seule réponse, à savoir: exiger que les frais en soient supportés par les capitalistes eux-mêmes.

C'est pourquoi le Bureau Politique décide d'organiser, dès la rentrée de septembre, une large campagne pour mobiliser les travailleurs et l'ensemble des formations syndicales et politique qui se réclament d'eux, -y compris les ailes socialiste et démo-chrétienne au pouvoir- pour repousser le plan gouvernemental, et pour lui opposer un ensemble de mesures de récupération financière inspirées des programmes syndicaux. Au premier rang de celles-ci figure la levée d'un impôt sur les grosses fortunes, assortie des contrôles nécessaires pour assurer le repérage de celles-ci.

Bruxelles, le 18 juillet 1972.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique.

Persmededeling.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België heeft zonder verassing kennis genomen van de inlichtingen, volgens dewelke de regering Eyskens-Vlerick-Simonet de verlofperiode van de werkers en van het Parlement te baat neemt om een reeks van budgetaire besparingen en belastingsverhogingen voor te bereiden, die heel wat gelijkenissen zou vertonen met de beruchte "eenheidswet" van 1960-1961.

Het Politiek Bureau neemt met belangstelling nota van de krachtige protesten die door de universitaire kringen werden geuit bij het verschijnen van de eerste "indiskreties" betreffende de maatregelen ter verzwaring van de toetredingsvoorwaarden tot de hogere studie, welke door de regering overwogen worden.

Het is om het hoofd te bieden aan de ernstige budgetaire moeilijkheden die voortvloeien uit haar pro-kapitalistische politiek, dat de regering -of ten minste haar voormannen- zinnens is de lasten die aan de werkers, aan de studenten en aan de bevolking worden opgelegd, nog te verzwaren.

Op deze politiek is slechts één antwoord mogelijk, te weten: eisen dat de kosten ervan door de kapitalisten zelf zouden worden gedragen.

Daarom beslist het Politiek Bureau bij de herneming van de politieke aktiviteit een brede campagne te organiseren ter mobilisatie van de werkers en van het geheel van de sindikale en politieke formaties die zich op hen beroepen - inbegrepen **de socialistische en kristen-demokratische vleugels van de** regerende coalitie. En zulks niet alleen om het regeringsplan te verwerpen, maar tevens om een geheel van maatregelen te stellen ter verhoging van de Staatsinkomsten, overeenkomstig de programma's der vakbonden. En hierbij dient in de eerste plaats gedacht aan het heffen van een belasting op de grote fortuinen en aan het instellen van de noodzakelijke controlemaatregelen om deze fortuinen op het spoor te komen.

Brussel, 18 juli 1972.

Het Politiek Bureau van de Kommunistische Partij van België

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES.

* * *

Bruxelles, le 20 juillet 1972

A TOUTES LES FEDERATIONS.

Chers camarades,

Le Bureau Politique vous rappelle que le Comité Central a voté une résolution à propos des question des fusions de communes. Il vous invite à la relire attentivement et à prendre, si ce n'est pas encore fait, les mesures nécessaires pour l'appliquer.

Il s'agit éventuellement de continuer et d'approfondir la discussion dans le parti et hors du parti, sur base de propositions concrètes soigneusement étudiées.

Il est nécessaire de préparer avant le prochain C.C. un rapport de synthèse sur l'état de la question dans chaque fédération.

Bien fraternellement,

M.DRUMAUX
Président

Procès-verbal du Bureau Politique du 28.7.1972

Présents : Blume, Coussement, De Coninck, Glineur, Turf.

Fête D.R. : la vente des vignettes doit être accélérée. Des dispositions sont prises pour obtenir des résultats en vue de la réunion du 17.8.1972.

Exécution : Tytgat, Turf, De Coninck.

Vietnam : Jef Turf fait rapport sur réunion de Paris. Les journaux du parti publieront le texte de la résolution. Contact sera pris avec les militants du mouvement de la paix et des différents comités d'aide au Vietnam (aide matérielle, manifestations, appels, etc...).

Angela Davis :- affaire à suivre, rien n'étant décidé avec l'intéressée jusqu'ici.

=====

3P20_1972_08

4 Oct 1972

Communiqué.

Profitant de l'absence du contrôle parlementaire et de la période des vacances, le gouvernement Eyskens-Cools a mis au point un budget caractérisé par d'importantes restrictions au détriment de la population laborieuse.

Pour l'exercice 1973 des charges supplémentaires d'un montant de plus de 45 milliards seront imposées au détriment

- des ouvriers, employés et cadres, par la non-indexation des barèmes fiscaux;
- des petits commerçants, surtout des cafetiers et des garagistes;
- de l'enseignement, par la revision des normes de dédoublement des classes, la suppression d'écoles, le freinage de l'enseignement secondaire rénové, l'augmentation des droits d'inscription à l'université, la suppression d'emplois;
- des malades par des économies dans le secteur assurance-maladie;
- de la recherche scientifique;
- des usagers des autoroutes;
- etc... etc...

En faisant ce choix en matière budgétaire, le gouvernement P.S.C.-P.S.B. continue sa politique de soumission aux puissances d'argent qui eux, ne sont frappées d'aucune charge nouvelle.

Le Bureau Politique du Parti Communiste s'oppose avec fermeté à cette nouvelle attaque contre le niveau de vie et contre le progrès social.

Il est convaincu que les organisations syndicales ne manqueront pas d'organiser une riposte vigoureuse.

Il appelle tous les travailleurs, employés, cadres, enseignants et petits commerçants, à développer leurs actions.

Il appelle surtout les travailleurs socialistes à tirer les conclusions de l'absence, au sein du gouvernement, de forces politiques qui défendent avec énergie, les revendications du mouvement ouvrier, et d'oeuvrer plus que jamais au rassemblement des forces progressistes.

Bruxelles, le 1^{er} août 1972.

Le Bureau Politique du Parti
Communiste de Belgique

Le gouvernement Eyskens-Cools a profité de la période des vacances pour préparer

UN MAUVAIS COUP CONTRE LE REVENU FAMILIAL.

Il veut faire déboursier 4.600 F en plus par personne pour 1973. Cela signifie pour une famille de 4 personnes un moyenne d'impôts nouveaux de plus de 18.000 F par an. Chaque ménage perd le revenu d'un mois.

Cette somme sera perçue

- sous forme de taxes nouvelles (essence, bière, redevances radio et T.V.)
- sous forme d'augmentation d'impôt (par la non-liaison des barèmes fiscaux à l'index)
- sous forme de frais plus élevés pour l'enseignement (par l'augmentation du droit d'inscription à l'université).

Personne ne nie que l'Etat doit disposer de moyens financiers importants.

Au contraire, nous sommes d'avis qu'il faut plus d'argent que prévu pour mener une véritable politique de progrès social et d'emploi.

Mais il est inadmissible que le gouvernement puise cet argent dans la poche des travailleurs aux revenus modestes ou moyens, alors qu'il existe dans notre pays une poignée de grands capitalistes qui accaparent les richesses nationales : les gros fraudeurs du fisc, les gros spéculateurs fonciers et monétaires!

Le gouvernement — formé par les élus socialistes et démocrates-chrétiens — laisse les mains libres aux riches

- en refusant de lever le secret bancaire;
- en ne prenant pas de mesures contre la speculation;
- en refusant d'augmenter les impôts sur les gros bénéfices, revenus et successions.

En même temps, il prépare des attaques

- contre le niveau de vie des travailleurs et assurés sociaux
- contre l'assurance maladie-invalidité
- contre la réforme démocratique de l'enseignement, la recherche scientifique, etc...

.../...

- - -

Il veut limiter les moyens financiers des communes, mettant les conseils communaux devant le choix de renoncer aux dépenses sociales indispensables ou d'augmenter les charges fiscales de la population.

Non seulement le gouvernement laisse le champ libre aux profits capitalistes, mais en plus, il distribue des milliards aux sociétés privées, sans garanties d'emplois nouveaux et sans contrôle sérieux. Il augmente les dépenses militaires inutiles.

Vraiment, que fait le P.S.B. dans cette galère ? Pourquoi s'associe-t-il à une politique contraire à toutes les orientations du mouvement syndical ?

Le Parti communiste avait prévu ces mesures avant les élections en disant "d'abord voter, ensuite payer!".

Maintenant ce sont des élus des ouvriers, employés, pensionnés, indépendants et cadres qui permettent une politique contraire à toutes leurs promesses électorales.

Les communistes proposent d'organiser ensemble la riposte, dès la rentrée de septembre, afin d'obtenir une politique garantissant la sécurité du revenu et de l'emploi.

- en refusant les augmentations fiscales à charge des travailleurs
- en exigeant l'indexation des barèmes fiscaux
- en exigeant de taxer davantage les riches
- en engageant avec force la lutte salariale pour le maintien du pouvoir d'achat
- en appuyant les luttes syndicales pour le contrôle ouvrier.

Il est clair que ce ne sont pas les beaux-parleurs du P.L.P. ou de la droite du FDF - RW qui défendront un tel programme, parce qu'ils sont liés étroitement aux milieux d'affaires.

Dès lors, il est indispensable de renforcer le Parti communiste, pour en faire une véritable force de frappe contre la politique néfaste du grand capital, contre les structures capitalistes qui en sont la cause.

Discutez-en dans vos syndicats, dans les entreprises, les quartiers, les écoles; formez des fronts d'action unis de communistes, socialistes et démocrates-chrétiens, capables de dire clairement et avec force

HALTE A LA POLITIQUE DE REGRESSION SOCIALE !

Le P.C.B.

De regering Eyskens-Cools heeft geprofiteerd van de verlofperiode om een

HOLD-UP TEGEN HET FAMILIAAL INKOMEN

voor te bereiden.

Ze wil, per persoon, in 1973 4.600 F. meer laten neertellen. Dit betekent voor een huisgezin van 4 personen een gemiddelde van nieuwe belastingen ten bedrage van meer dan 18.000 F per jaar. Elk huisgezin verliest het inkomen van een maand !

Deze som zal betaald worden

- * in de vorm van nieuwe lasten (benzine, bier, radio- en T.V.-luistergeld)
- * in de vorm van belastingverhoging (doordat de belastingsschalen niet gekoppeld zijn aan de index)
- * in de vorm van hogere onkosten voor het onderwijs (door de verhoging van het inschrijvingsgeld aan de universiteit).

Niemand zal ontkennen dat de Staat over belangrijke geldelijke middelen moet beschikken. Meer nog : er is meer geld nodig dan voorzien, om een werkelijke politiek van sociale vooruitgang en tewerkstelling te voeren.

Maar het is onduidelijk dat de regering het gaat zoeken in de zak van de werkers met klein of middelgroot inkomen, wanneer er in ons land een dunne laag bestaat van kapitalisten die het meest luxueuse leven leiden: de grote belastingontduikers, de grote grond- en geldspekulateurs.

De regering - samengesteld door SOCIALISTISCHE EN KRISTEN-DEMOKRATISCHE verkozenen - laat de rijken metrust

- * door te weigeren het bankgeheim op te heffen
- * door geen maatregelen tegen het spekuleren te nemen
- * door te weigeren de belasting op de grote winsten, inkomens en erfenissen te verhogen.

Terzelfdertijd gaat ze ten aanval

- * tegen de levensstandaard van werkers en sociaal verzekerden
- * tegen de ziekte- en invaliditeitsverzekering
- * tegen de democratische hervormingen in het onderwijs,
- * tegen het wetenschappelijk onderzoek, enz...

Ze wil de geldelijke middelen van de gemeenten beperken waardoor de gemeenteraden voor de keuze geplaatst worden van ofwel de noodzakelijke sociale uitgaven op te geven, ofwel de belastingen van de bevolking te verhogen.

Niet alleen laat de regering de vrije hand aan de kapitalistische winsten, maar bovendien deelt ze miljarden uit aan de privé-maatschappijen, zonder waarborg voor nieuwe werkplaatsen en zonder ernstige controle. Ze verhoogt de nutteloze militaire uitgaven.

Men kan zich terecht afvragen wat de socialisten in zulk een regering doen. Waarom voeren zij een politiek die radikaal tegengesteld is aan al wat de vakbeweging nastreeft ?

De Kommunistische Partij had de regeringsmaatregelen voorzien. Voor de verkiezingen waarschuwde ze "Eerst stemmen, dan betalen"! Nu is het zover. De verkozenen van arbeiders, bedienden, gepensioneerden, zelfstandigen en kaders bevorderen een beleid dat het tegenovergestelde is van hun kiesbeloften.

De kommunisten stellen voor samen het antwoord voor te bereiden, vanaf september, en de tegenaanval in te zetten ten gunste van een politiek die de zekerheid van inkomen en van tewerkstelling waarborgt

- * door de belastingverhogingen op de rug van de werkers, af te wijzen
- * door de binding van de belastingsschalen aan de index te eisen,
- * door de rijken zwaarder te belasten,
- * door de loonstrijd ter vrijwaring van de koopkracht, met kracht in te zetten,
- * door de vakbondsstrijd voor arbeiderscontrole te steunen.

Het laat geen twijfel dat de mooipratende van P.V.V., V.U. ~~of van de rechterzijde van de R.W.~~, zulk een programma niet kunnen noch willen verdedigen, omdat zij zelf teveel belangen hebben in de zakenmiddelen.

.../.

Daarom is het noodzakelijk de Kommunistische Partij te versterken, om er een geducht wapen van te maken tegen de noodlottige politiek van het grootkapitaal, tegen de kapitalistische structuren.

Bespreek deze tekst in de vakbonden, in de ondernemingen, wijken en scholen ; vorm een verenigd front van kommunisten, socialisten en kristen-demokraten, in staat om duidelijk en krachtig een

H A L T

toe te roepen

AAN DE POLITIEK VAN SOCIALE ACHTERUITGANG.

De K.P.B.

Procès-verbal de la réunion du B.P. du 11.8.72

Présents : Debrouwere, Dussart, De Coninck, Glineur, Turf.

- Turf a présenté le projet de tact concernant la politique fiscale du gouvernement. Le texte sera envoyé aux fédérations éditant des journaux subsidiés par le centre.

Les fédérations n'ayant pas de journaux de propagande pourront commander des tracts.

- Edition d'une affiche - accepté en principe. En discuter dès le retour de Claude Renard.
- Mise en application des décisions des 27 partis à Paris concernant l'aide au Vietnam. Réunion 26 août des S.P. des fédérations flamandes et de militants des organisations de la paix (UBDP).

Réunion identique en préparation pour la partie wallonne.

- Texte du bulletin "Faits et Arguments" terminé. Servira aussi de base pour le prochain plan de travail dont le projet sera présenté au prochain B.P.
- De Coninck a communiqué les nouvelles sur le séjour du cde Drumaux en URSS.

=====

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE
Avenue de Stalingrad 29
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 11 août 1972

A toutes les fédérations
=====

Chers camarades,

Le Bureau politique a élaboré un texte qui doit être diffusé sous forme de tract ou comme article dans les journaux fédéraux de propagande.

Le texte est la position du parti au sujet des récentes mesures budgétaires du gouvernement. (Il vous parviendra au plus tard le 23 août.)

Nous attachons une grande importance à sa diffusion puisque cela sera en même temps le début d'une campagne générale d'information de la classe ouvrière, qui ne manquera pas de réagir avec vigueur dans les semaines à venir.

Le texte doit donc être repris dans les journaux fédéraux de propagande qui sont subsidiés par le centre du parti.

Les fédérations qui ne disposent pas de tels journaux de propagande subsidiés, peuvent obtenir le même texte sous forme de tract. Veuillez dans ce cas transmettre immédiatement vos commandes à la section propagande du parti.

Bien cordialement,

A. De Coninck
Secrétaire national

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad, 29
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 11 août 1972

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENREDI 18 AOUT 1972 A 9 H.30.
=====

A l'ordre du jour :

- Plan de travail.

Fraternellement,

A. DE CONINCK.

Exécution du plan de propagande 1972

— JOURNAUX

Au cours du premier semestre, le plan d'édition et de diffusion de journaux de propagande régionaux a été exécuté en gros selon les conventions. Il en a été de même pour les textes de propagande à insérer dans des journaux publicitaires. Au 30 juin, on dénombrait 20 titres de journaux et 10 insertions dans 3 feuilles publicitaires à grand tirage. Le tirage global des journaux de propagande du parti s'est élevé à 680.350 exemplaires (dont 507.450 toutes boîtes) et celui des insertions à 1.220.000.

L'exécution intégrale du plan porterait ces tirages au 31 décembre à :

- environ 1.900.000 journaux;
- environ 2.800.000 insertions.

Pour que ces chiffres soient atteints, il faudra cependant que certaines organisations éditrices des fédérations de Liège et d'Anvers accélèrent l'application de leur programme.

— TRACTS CENTRAUX

Indépendamment du tract sorti au début de septembre, il faut prévoir pour les derniers mois de l'année au moins deux tracts édités nationalement sur des thèmes dictés par l'actualité politique.

— BROCHURE "QUE VEULENT LES COMMUNISTES ?"

Il a été édité en mars 7.500 brochures françaises et, par la suite, 2.000 brochures néerlandaises.

3.848 brochures françaises ont été payées à ce jour au Centre du parti. Au total, on peut évaluer à environ 6.000 le nombre de brochures françaises vendues au 31 août.

Du côté flamand, la situation est moins bonne, pour des raisons qu'il y aurait intérêt à élucider. Le nombre des brochures vendues ne dépasse pas à ce jour : 560.

L'objectif suivant doit être fixé : liquidation complète de toutes les brochures pour le 31 octobre.

.../...

— CONFERENCES - DEBATS

Au cours du premier semestre, des conférences-débats ont été organisées à Charleroi, Bruxelles (échelon régional), Mons et Evere. Dans l'ensemble, les résultats ont été satisfaisants à des degrés et à des titres divers. Il convient de poursuivre l'effort en octobre-novembre et au début décembre et surtout de l'étendre à des régions qui n'ont pas tenté l'expérience jusqu'ici.

L'organisation de conférences-débats sera proposée :

en Wallonie : à La Louvière, Huy, Tournai, Liège-ville ou
Seraing et Herstal.

en Flandre : à Anvers, Gand et Alost.

=====

Cde Cl. Renard

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 17 août 1972

Aux membres du
Bureau politique
=====

Chers camarades,

Voici des notes complémentaires pour
le dossier "plan de travail" que nous
examinerons au B.P. de début septembre.

D'autres notes te parviendront ulté-
rieurement. Tu as déjà reçu celle de
P. Joye sur les problèmes financiers.

Bien fraternellement,

A. De Coninck

Où en est-on en matière de crise des communautés et
des régions ?

=====

Situation actuelle

La vie politique belge reste dominée par la crise des institutions et les tensions linguistiques toujours entretenues (voir l'aspect linguistique du récent projet de fusion des communes, Fourons, incidents de Flobecq, etc...).

Les réformes institutionnelles boiteuses (on a parlé de monstre juridique et politique pour qualifier la nouvelle Constitution) tardent à entrer dans la réalité. La confusion et le désordre s'installent. Les réformes votées sont autant de demi-mesures qui augmentent la complexité des problèmes. Les nouveaux organismes laborieusement mis en place compte tenu du freinage des unitaristes et des conservateurs, ont le plus souvent un rôle limité (consultatif), des attributions mal définies (SDR, Conseils économiques régionaux) et se superposent aux institutions existantes (conflits de compétence). Les anciens rouages tendent à conserver leurs prérogatives et même à les augmenter (voir le rôle dévolu aux provinces comme pouvoir de tutelle des communes et même des conseils d'agglomération suivant l'arrêté Van Elslande).

Cette confusion, qu'on pourrait croire délibérée, favorise le pouvoir central unitariste et son administration, entretient l'immobilisme conservateur et discrédite dès à présent les réformes annoncées bruyamment par le gouvernement. Dans l'état actuel, le véritable échelon régional fait toujours défaut et les résistances à vaincre pour le constituer seront nombreuses (voir les difficultés d'installation et de fonctionnement du conseil d'agglomération de Bruxelles, embryon d'un pouvoir régional, freiné à la fois par le pouvoir central et les municipalistes étroits - voir les déclarations des unitaristes Simonet et Leburton qui tendent à opposer structures unitaires et solidarité nationale au fédéralisme).

.../...

Propositions

L'effort principal dans notre action pour des réformes institutionnelles et la solution de la crise communautaire devrait porter en direction de la création d'un véritable pouvoir régional. Celui-ci ne fait pas échec à la solidarité nationale que l'unitarisme compromet en attisant le mécontentement et les oppositions des régions. Il favorise cette solidarité sur une base nouvelle, à condition d'être suffisamment fort et de ne pas céder au particularisme étroit.

Dans cette voie, une étape pourrait être le vote de la loi créant les conseils régionaux en application de l'article 107 quater de la Constitution.

Mais cette loi doit répondre à une série de conditions (voir notre proposition) et il faudrait populariser nos efforts à ce sujet (initiative dans l'optique fédéraliste, lien avec les mesures économiques nécessaires pour défendre l'emploi, créer une véritable planification régionale et un secteur public, renoncer au saupoudrage des crédits nationaux) pour ne point limiter l'action au niveau parlementaire (initiatives locales et sous-régionales pour montrer la nécessité de cette réforme et de la création des conseils régionaux).

La loi devrait consacrer les principes suivants : - consultation démocratique de la population sur les limites des régions dans les zones contestées. - assemblée régionale élue au suffrage universel, direct et proportionnel, exécutif responsable devant elle (ne faudrait-il pas proposer des incompatibilités avec les fonctions nationales ?) - définition simple des compétences (tout ce qui est du ressort régional) - assurer des ressources financières correspondant aux besoins.

Les ressources régionales : l'expérience récente du conseil d'agglomération de Bruxelles est démonstrative. Une majorité différente de la majorité gouvernementale est "punie" par une dotation ridicule (budget de 18 millions pour 72 qui la met dans l'impossibilité de fonctionner raisonnablement. Mais ainsi la majorité peut éviter les choix politiques qui l'obligeraient à sortir de certaines ambiguïtés.

.../...